

POUR JUSTIFIER LE REFUS DE L'ENCEINTE AU RCD

La direction de la Coupole invente une coupe du monde de judo

Visiblement, les espaces publics deviennent indisponibles dès que le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) en sollicite pour tenir une activité. Après le refus de la salle Harcha pour motif «de travaux de réhabilitation», la direction du Complexe olympique récidive par une même attitude s'agissant de la Coupole du 5-Juillet pour laquelle le parti de Saïd Sadi a introduit une demande d'autorisation pour organiser un meeting populaire le 7 mai prochain. Pour le RCD, il ne s'agit là que d'une manœuvre cachant mal «la stratégie de censure et de répression adoptée par le pouvoir face à l'opposition».

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Après avoir barricadé la rue pour empêcher que le RCD n'organise des marches, le pouvoir enchaîne par cadenasser les salles publiques susceptibles d'abriter les activités du parti.

L'attitude atteste, pour le moins que l'on puisse déduire, d'un acharnement du pouvoir à étouffer l'opposition politique et, au-delà, toutes les voix qui refusent de faire chœur à la symphonie politique officielle.

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie, qui, il y a une semaine, avait introduit une demande d'autorisation de la Coupole du 5-Juillet pour y tenir un meeting le 7 mai prochain, s'est vu signifier, hier, par la direction du Complexe olympique que la salle sera indisponible à cette date, au motif qu'elle abritera «une coupe du monde de judo pendant la période du 2 au 17 mai 2011». La raison invoquée par la direction de



Saïd Sadi, président du RCD.

la Coupole pour motiver son refus n'a point convaincu le RCD qui, dans un communiqué rendu public hier, déclare qu'il s'agit d'une «nouvelle manœuvre qui cache mal la stratégie de censure et de répression adoptée par le pouvoir face à l'opposition».

Le RCD, tout comme l'opinion nationale, qui certainement sera surprise d'apprendre, à une dizaine de jours du rendez-vous, la programmation d'un tel événement sportif, ne croit pas à l'assertion de la direc-

tion du Complexe olympique.

«Comment la direction d'un Complexe olympique peut-elle ignorer la programmation d'une compétition internationale et ne la découvrir qu'une semaine après l'introduction de la demande du RCD ? De plus, ni le site Web de la fédération ni ceux des structures du ministère concerné ni celui de la Fédération internationale ne font état d'une quelconque manifestation à la date du 7 mai à Alger.»

Notons que le calendrier de la Fédération internationale de judo (FIJ) prévoit des mondiaux de judo au mois d'août 2011 à Paris et non à Alger.

Le même calendrier ne prévoit pas de manifestation sportive du genre dans la capitale algérienne. Cette compétition devait se dérouler en Egypte du 14 au 15 mai, mais étant donné la situation dans le pays, ce n'est plus possible.

L'Algérie a sollicité la FIJ pour délocaliser la compétition et l'organiser à la même date à Alger.

La FIJ n'a pas accédé à la demande algérienne. Etant soumise à un cahier des charges rigoureux, la compétition ne pouvait être en tout cas organisée en Algérie à la date évoquée par la direction de la Coupole.

N'étant dupe de rien, le parti de Saïd Sadi estime que le refus est d'ordre politique et qu'il procède de la répression et de la censure.

«Après les violentes répressions des manifestations populaires et le refus de la salle

Harcha, ce dernier blocage signe la démarche du pouvoir pour le court et moyen terme qui fait de la duplicité une ligne politique. Il s'agit d'annoncer des mesures d'ouverture pour donner le change à l'opinion internationale tout en gagnant du temps face à la contestation populaire et d'étouffer toute initiative en faveur du changement émanant de l'opposition.»

Pour le RCD, il ne fait aucun doute : «Le pouvoir veut toujours être le maître du jeu en tout et pour tous. Il se choisit ses oppositions politiques et sociales et se pose en maître absolu du pays.»

L'attitude ainsi affichée par le pouvoir renforce le RCD dans sa conviction de ce qu'«aucune activité politique crédible n'est possible dans le cadre institutionnel» et que «la rue est le seul espace de lutte pour les Algériens qui veulent voir leur pays rejoindre l'histoire en marche et renouer avec le message de liberté de Novembre et de la Soummam».

S. A. I

À L'INITIATIVE DE LA CNCD-PARTIS POLITIQUES Une marche aujourd'hui à Tizi-Ouzou

Pour marquer le coup à l'occasion du 31^e anniversaire du Printemps berbère, la CNCD-partis politiques a lancé, hier, un appel pour une marche populaire à Tizi-Ouzou.

La Coordination, qui s'est déjà fort illustrée par une manifestation à travers les rues de Tizi-Ouzou le 19 mars dernier, invite les citoyens à prendre part à la marche de ce mercredi, un moment traditionnel fort marquant l'anniversaire du soulèvement d'Avril 1980 qui ne doit pas être considérée comme «un moment de nostalgie : mais un moment d'espoir». Tout en appelant à l'unité et au dépassement des différences pour vaincre la politique de corruption et de répression, la section tizi-ouzéenne de la CNCD-partis politiques, convaincue que tamazight ne sera officielle qu'avec un changement radical du système et l'avènement d'un Etat réellement démocratique, a adopté les revendications en vogue depuis le début de l'année, à côté du plus traditionnel mot d'ordre «pour l'officialisation de la langue amazigh».

M. Azedine

SELON LE PARTI DE LA LIBERTÉ ET DE LA JUSTICE (PLJ)

Le champ politique restera fermé jusqu'en 2017

Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), en cours de constitution, estime que le champ politique restera fermé jusqu'en 2017.

Dans un communiqué, signé par son secrétaire général Mohamed Saïd, le PLJ constate que la déclaration du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales selon laquelle l'agrément de 42 nouveaux partis ne sera

effectif qu'à l'issue de la révision de la loi sur les partis politiques, finalisée avant le début de 2012, «revient pratiquement à empêcher de nouvelles forces actives à participer aux échéances électorales de 2012, ce qui implique

la reconduction du paysage politique actuel». Cela même si le PLJ relève que la plupart des 42 demandes d'agrément en instance «pourraient être inspirées par certains milieux dans le but de semer la confusion et différer la restructuration exigée du paysage politique national». Voire, la démarche «maladroite» du

ministre de l'Intérieur contredit l'appel du président de la République à «la participation de toutes les forces politiques et sociales et la contribution des compétences nationales à l'approfondissement du processus démocratique et au renforcement des bases de l'Etat».

C. B.

LE COMITÉ DE DÉFENSE DES LIBERTÉS SYNDICALES RÉAGIT AU DISCOURS DE BOUTEFLIKA

Seule une Assemblée constituante...

La révision de la Constitution relève d'une Assemblée nationale constituante, selon le Comité de défense des libertés syndicales (CDLS).

Dans un communiqué, ce comité estime que la révision, annoncée «à la hussarde» dans le récent discours du président de la République, de la

Constitution «n'est pas affaire d'experts mais de volonté populaire». Selon le CDLS, il s'agit de «définir le nouveau contrat devant lier le peuple à ses

gouvernants, un contrat fondé sur la séparation effective des pouvoirs et le contrôle démocratique, exercé par le peuple, à tous les niveaux de l'édifice institutionnel». Or, «ce nouveau contrat, seule une Constituante peut en définir les règles essentielles», affirme le CDLS,

convaincu que l'organisation «concertée, avec toutes les institutions et forces qui comptent dans le pays» de cette Constituante est «la seule mesure qui redonnera au peuple la souveraineté dont il a été spolié depuis l'indépendance».

Quant au discours pré-

sidentiel, le Comité le qualifie de «bredouillis de mesures inconsistantes, par leur imprécision et leur généralité, perpétuant le cycle des fuites en avant et visant à faire perdurer un système menant l'Algérie droit dans le mur».

C. B.